

Effet de la décentralisation sur la performance des territoires urbains au Cameroun

Effect of decentralization on the performance of urban territories in Cameroon

Pierre Loti Zindi

Doctorant

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Laboratoire d'Économie Publique de Yaoundé (LEPY)
Université de Yaoundé II

Désiré Avom

Enseignant – Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Laboratoire d'Analyse et de Prospective Économique (LAPE)
Université de Yaoundé II

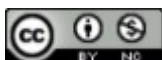
Date de soumission : 09/05/2025

Date d'acceptation : 25/06/2025

Pour citer cet article :

Zindi. PL. & Avom. D. (2025) « Effet de la décentralisation sur la performance des territoires urbains au Cameroun », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 7 » pp : 63- 87.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est d'étudier l'effet de la décentralisation sur la performance des territoires urbains camerounais, en termes d'emplois et de valeur ajoutée du secteur industriel. Pour ce faire, nous utilisons un modèle spatial autorégressif avec autocorrélation spatiale des erreurs, sur un panel composé des 14 principales municipalités urbaines que compte le Cameroun, entre 2010 et 2020. Les résultats obtenus grâce à la technique du quasi-maximum de vraisemblance avec effets fixes montrent que la décentralisation a un effet positif et significatif sur la performance des territoires urbains en termes de création d'emplois et d'accroissement de la valeur ajoutée du secteur industriel. Aussi, la valeur du paramètre spatial indique significativement un phénomène de diffusion spatiale autour de la performance des territoires urbains. Ces résultats soulignent la nécessité de mettre en place des mesures visant à renforcer les capacités de mobilisation des ressources propres des municipalités urbaines, ainsi que la prise en compte des effets spatiaux dans les stratégies de mise en œuvre des politiques d'activation des ressources territoriales en milieu urbain.

Mots clés : ressources propres ; performance territoriale ; décentralisation

Classification JEL: H7H71H72

Abstract

The objective of this article is to study the effect of decentralization on the performance of Cameroonian urban territories, in terms of jobs and added value of the industrial sector. To do this, we use an autoregressive spatial model with spatial autocorrelation of errors, on a panel composed of the 14 main urban municipalities in Cameroon, between 2010 and 2020. The results obtained using the technique of quasi-maximum likelihood with fixed effects show that decentralization has a positive and significant effect on the performance of urban areas in terms of job creation and increase in the added value of the industrial sector. Also, the value of the spatial parameter significantly indicates a phenomenon of spatial diffusion around the performance of urban territories. These results highlight the need to put in place measures to strengthen the capacity of urban municipalities to mobilize their own resources, as well as to take spatial effects into account in the implementation strategies of policies for the activation of territorial resources in urban areas.

Keywords : own resource ; territorial performance ; decentralisation

Introduction

La décentralisation, définie comme le transfert de compétences, de responsabilités et de pouvoir décisionnel à des entités publiques dirigées par des élus locaux (Caldeira et al., 2014), constitue un levier essentiel pour la gouvernance urbaine et le développement socioéconomique. Elle confère aux autorités locales une autonomie significative leur permettant de mobiliser leurs propres ressources financières, de définir leurs priorités budgétaires et d'optimiser l'exploitation des ressources territoriales. Selon le théorème de décentralisation d'Oates (1972), la proximité des gouvernements locaux avec les citoyens et les institutions favorise une meilleure circulation de l'information, ce qui, combiné à la délégation des pouvoirs politiques et fiscaux, améliore l'efficacité des services publics et stimule la croissance économique aux niveaux régional et national. Ainsi, la décentralisation contribue à une allocation plus efficiente des ressources et au développement des marchés, moteurs de la croissance économique (Clifford et al., 2023).

Son impact sur le tissu productif des territoires urbains est particulièrement notable, bien que dépendant du niveau de développement du pays (Prud'homme, 1995). En effet, les villes affichant des performances économiques remarquables sont souvent celles bénéficiant d'une forte autonomie budgétaire. Cela souligne que la décentralisation, au-delà de son rôle dans la gouvernance urbaine, favorise une meilleure structuration des activités économiques urbaines grâce à des infrastructures adaptées. Dans cette étude, nous analysons les effets de la décentralisation sur la performance des territoires urbains camerounais, en mettant l'accent sur l'influence des ressources propres des municipalités sur leur dynamisme économique et leur capacité à générer des emplois. Nous mettons en évidence l'hypothèse selon laquelle une augmentation des ressources propres des municipalités urbaines entraîne une amélioration de leur performance en matière d'emploi et de valeur ajoutée industrielle.

L'étude s'inscrit dans un contexte où les gouvernements des pays en développement manifestent parfois une certaine réticence à la décentralisation, préférant centraliser les décisions stratégiques. Sur le plan scientifique, cette étude établit un lien entre deux concepts fondamentaux : la décentralisation et la performance territoriale, en mobilisant des approches théoriques rarement associées dans la littérature. Jusqu'ici, l'analyse des effets de la décentralisation s'est principalement appuyée sur la théorie du fédéralisme budgétaire, sans intégrer explicitement ses implications dans l'économie territoriale, comme le soulignent Courlet (2008) et Courlet et Pecqueur (2013).

La suite de l'article est articulée autour des points suivants : la revue de la littérature (1), les faits stylisés (2), le modèle empirique (3), l'analyse des résultats (4) et quelques recommandations de politique économique (5).

1. Revue de la littérature

La littérature scientifique sur l'efficacité économique de la décentralisation est traversée par de nombreuses controverses. L'approche libérale (Tiebout, 1956 ; Oates, 1972 ; Wallis et Oates, 1988) soutient que la décentralisation peut améliorer plusieurs indicateurs socioéconomiques, notamment l'efficacité dans l'allocation des ressources et l'adéquation entre l'offre et la demande de biens et services publics. En revanche, l'approche analytique (Egger et al., 2010 ; Prud'homme, 1995 ; Bardhan et Mookherjee, 2006 ; Galasso et Ravallion, 2005) met en avant les inefficacités potentielles de la décentralisation, soulignant qu'elle pourrait favoriser la corruption et les inégalités, tout en ne garantissant pas systématiquement une bonne correspondance entre offre et demande.

Sur le plan empirique, les résultats divergent : même si son efficacité économique reste fonction de la qualité d'un certain nombre d'indicateur macro et socioéconomiques (Mimboe, 2021) et donc du niveau de développement d'un pays, plusieurs études (Enikolopov et Zhuravskaya, 2007 ; Galiani et al., 2008 ; Busemeyer, 2008) montrent que la décentralisation peut renforcer l'efficacité économique dans des domaines comme l'éducation, la santé et les infrastructures, améliorer le bien-être des citoyens en réduisant les inégalités de revenus (Aejin et al., 2020) et favoriser la croissance économique (Aray et Pedauga, 2024 ; Sima et al., 2023 ; Hanif et al., 2020 ; Gong et al., 2021 ; Pasichnyi et al., 2019 ; Ganaie et al., 2018). Toutefois, d'autres travaux (Bartolini et al., 2016 ; Morgan, 2006 ; Xie et al., 1999 ; Lin et Liu, 2000 ; Thiessen, 2003 ; Ezcurra et Rodriguez-Pose, 2011) indiquent que la décentralisation peut freiner le développement régional et entraver la croissance économique, tandis que certaines études (De Mello, 2000 ; Rodden, 2002 ; Wibels, 2000) alertent sur ses effets négatifs en matière de stabilité et de performance macroéconomique.

L'influence des municipalités sur la performance territoriale remonte au 19^e siècle, où les institutions locales jouaient déjà un rôle clé dans le fonctionnement des districts industriels (Zeitlin, 1985). Elles facilitaient la mobilité des ressources et soutenaient les entreprises dans l'acquisition de nouvelles connaissances et spécialisations (Courlet et Pecqueur, 2013). Aujourd'hui, la performance économique de certaines villes est indissociable des actions menées par les municipalités urbaines, notamment en matière d'investissement dans les infrastructures et de promotion des initiatives entrepreneuriales. L'augmentation des recettes

propres des municipalités peut ainsi renforcer l'investissement public local, favoriser le soutien aux entreprises locales et attirer de nouveaux investisseurs. En France, une étude du Conseil d'Analyse Économique (2018) montre que les municipalités qui maîtrisent bien leurs finances locales ont un impact positif sur le développement des entreprises et l'emploi. Dans le cadre de la décentralisation, les revenus municipaux issus des activités économiques locales, comme les impôts et taxes, jouent un rôle essentiel dans le soutien aux entreprises implantées sur le territoire. Selon Duranton et al. (2011), plus les municipalités disposent de ressources propres, plus elles sont capables de stimuler l'économie locale par des investissements en infrastructures et des politiques de soutien aux entreprises, ce qui renforce leur performance économique en termes de production et d'emplois.

Toutefois, bien que ces travaux suggèrent une relation entre la décentralisation et la performance territoriale, cette corrélation reste peu explicitée. On ignore encore l'impact précis de la décentralisation sur la performance économique des villes en développement, qui abritent souvent des systèmes productifs localisés tels que des districts industriels, des clusters et des pôles de compétitivité. Cela souligne la nécessité de recherches complémentaires pour mieux comprendre ces dynamiques et approfondir l'analyse de leur contribution réelle.

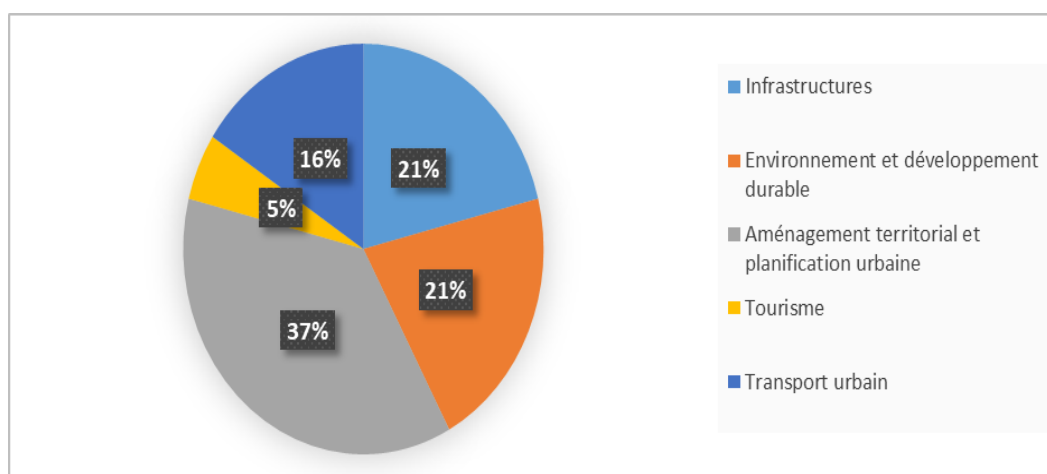
2. Faits stylisés

2.1. Compétences et ressources des municipalités urbaines camerounaises

2.1.1. Les compétences

La répartition sectorielle des compétences reconnues aux municipalités urbaines camerounaises montre que la plus grande partie (37%) est consacrée à l'aménagement territorial et planification urbaine. Dans ce secteur, nous remarquons par exemple que les villes ont la possibilité de **créer des zones d'activités industrielles**. Ce qui fait penser à la structuration territoriale des activités économiques, notamment dans le secteur manufacturier. Le concept de zones d'activités industrielles est fondamental dans la mesure où il vient consacrer l'un des aspects de la dimension territoriale des activités économiques et permet le rapprochement avec d'autres concepts tels que les systèmes productifs urbains, les villes créatrices, les pôles de compétitivité, etc.

Figure 1. Cameroun : répartitions des compétences reconnues aux municipalités urbaines par domaine d'action



Source : auteur, CGCTD (2019)

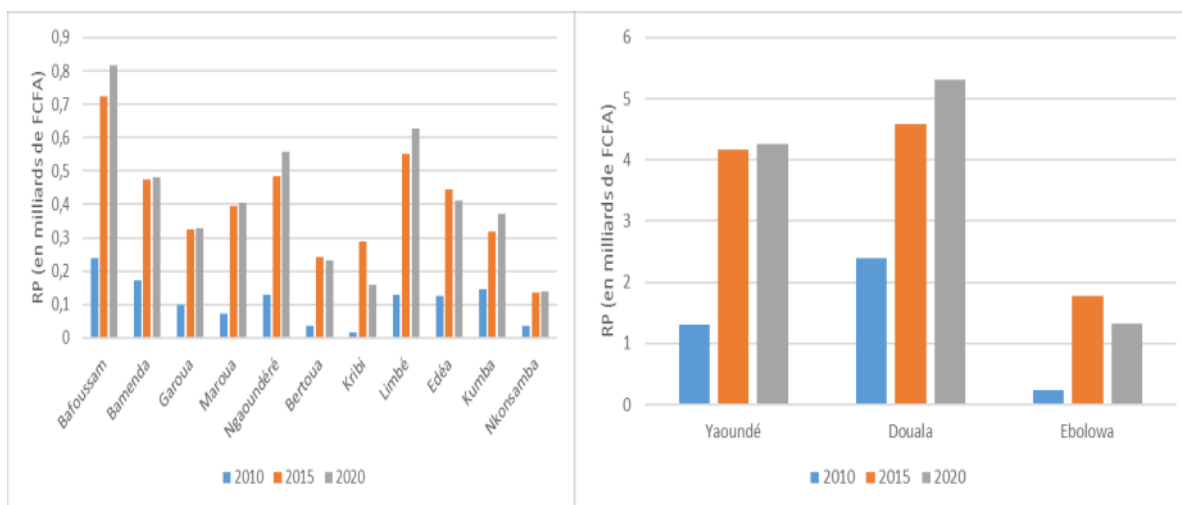
2.1.2. Les ressources des municipalités urbaines camerounaises

Elles sont composées des ressources propres et des ressources transférées. Leur rôle est fondamental dans l'opérationnalisation du processus de décentralisation et du développement local. Les ressources transférées par l'Etat central par exemple améliorent l'accès des populations aux services sociaux de base dans les collectivités locales car ils constituent une source de financement supplémentaire aux recettes propres (Resnick, 2014). Le rôle de ces transferts intergouvernementaux est d'autant plus important qu'ils accroissent même les capacités des CTD à mobiliser davantage leurs ressources propres (Nkoudou et al, 2023).

2.1.3. Ressources propres des municipalités urbaines

Malgré les différences apparentes en matière de capacités à mobiliser des ressources propres, on constate tout de même une tendance à la hausse de ces ressources globalement, entre 2010 et 2020.

Graphique 1. Cameroun : évolution des ressources propres des territoires urbains, 2010-2020



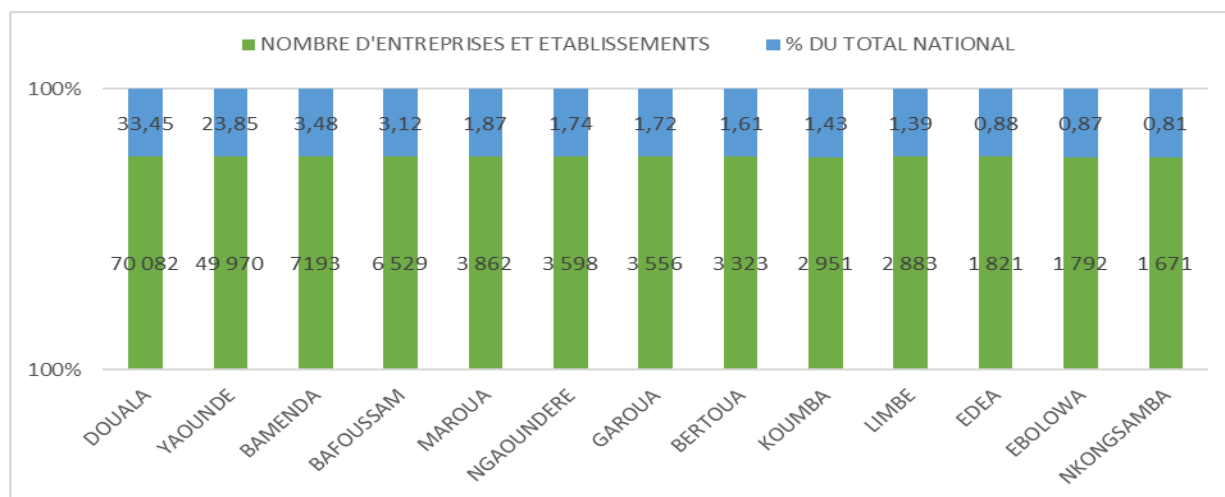
Source : auteur, données FEICOM (2023)

2.2. Vue d'ensemble analytique sur les indicateurs de performance des villes camerounaises

2.2.1. Les entreprises et établissements

Le poids économique des différentes municipalités urbaines en termes d'implantation d'unités de production nous permet d'avoir une idée sur leur niveau de production des richesses. Sur ce plan, Douala et Yaoundé enregistrent le plus grand nombre d'entreprises et établissements en 2016 ; soit 57,3% des entreprises implantées sur le territoire national. Edéa, Ebolowa et Nkongsamba qui abritent chacune moins de 2 000 unités de production, occupent respectivement les trois dernières positions (graphique 2).

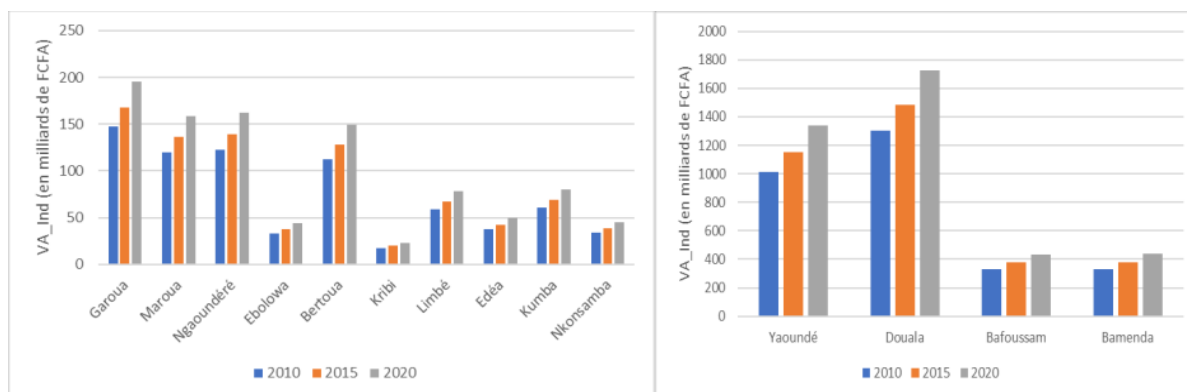
Graphique 2. Cameroun : poids économique des différentes villes en termes d'implantation d'entreprises et établissements en 2016



Source : auteur, INS/RGE-2

En ce qui concerne la production industrielle, nous constatons que dans toutes les villes de notre étude, la valeur ajoutée industrielle augmente, même si des écarts sont observés entre les différentes villes en question (voir graphique 3). Les municipalités de Douala et Yaoundé se distinguent en maintenant des niveaux de production nettement supérieurs aux douze autres.

Graphique 32. Cameroun : évolution de la valeur ajoutée industrielle des territoires urbains, 2010-2020

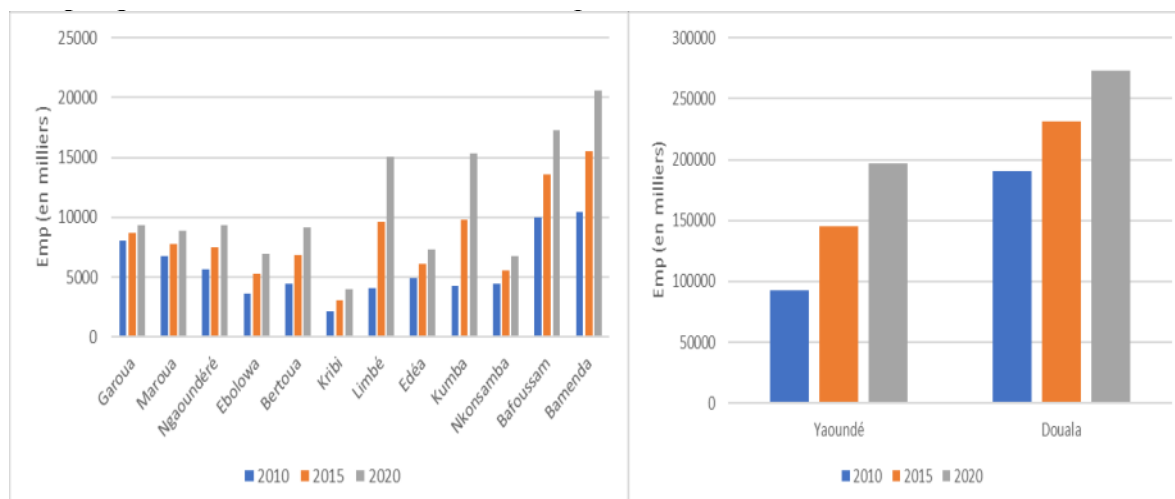


Source : auteur, données INS/RGE-2 (2016) et WDI (2023)

2.2.2. Les emplois

En ce qui concerne l'emploi, la tendance d'évolution est presque similaire à celle des deux autres indicateurs (ressources propres et production industrielle), bien que des écarts existent entre les villes (graphique 4). Les municipalités de Douala et Yaoundé se distinguent en affichant des niveaux d'emploi plus élevés que les autres villes.

Graphique 4. Cameroun : évolution des emplois en territoires urbains, 2010-2020



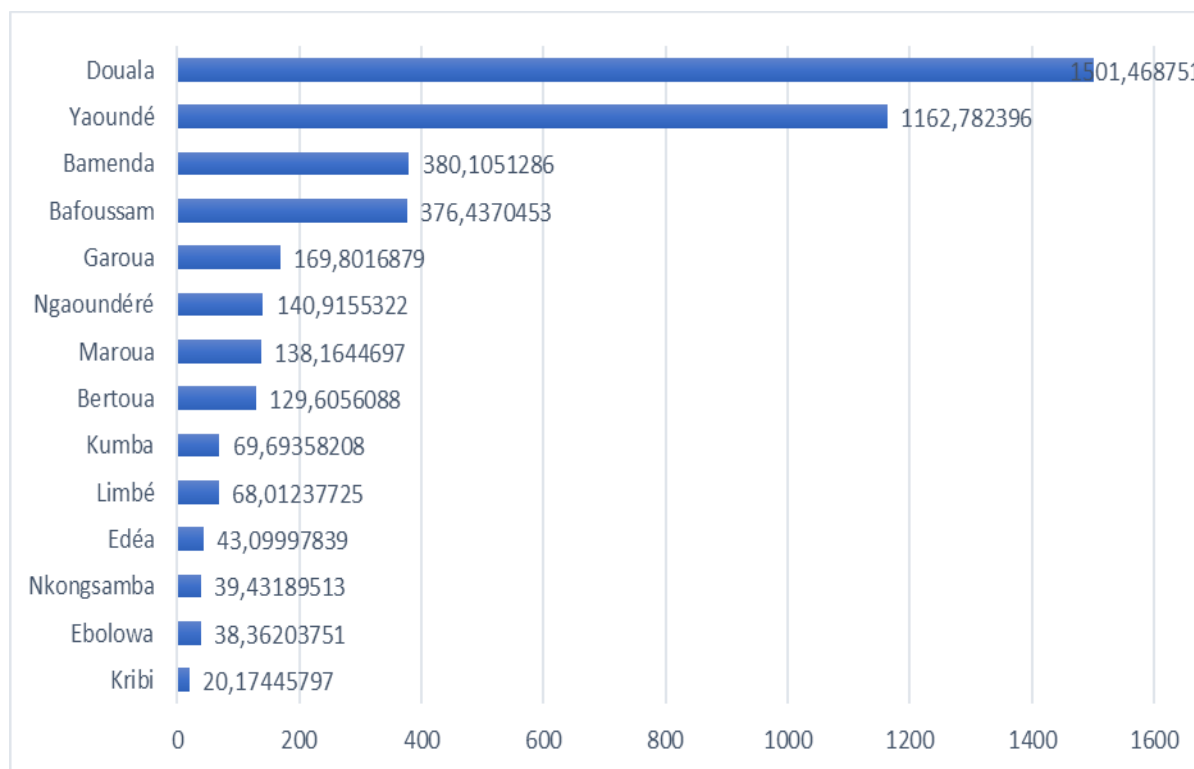
Source : auteur, données INS/RGE-2 (2016)

2.2.3. La production industrielle

Les agglomérations urbaines concentrent une grande diversité d'activités industrielles et de services, tandis que les activités du secteur primaire se situent principalement en périphérie. Au

Cameroun, la répartition régionale des entreprises du secteur secondaire illustre cette dynamique. Dans la région du Littoral, sur un total de 10 969 entreprises et établissements industriels, 90% (soit 9 824 unités) sont implantés à Douala. De même, dans la région du Centre, 89,12% des entreprises du secteur secondaire (soit 7 608 sur 8 537) sont localisées à Yaoundé (INS/RGE-2, 2016). Concernant la production industrielle, son niveau dépend du poids économique de chaque ville, mesuré notamment par le nombre d'entreprises et d'établissements actifs dans ce secteur. Cette concentration urbaine des activités industrielles souligne le rôle central des grandes villes dans le développement économique régional.

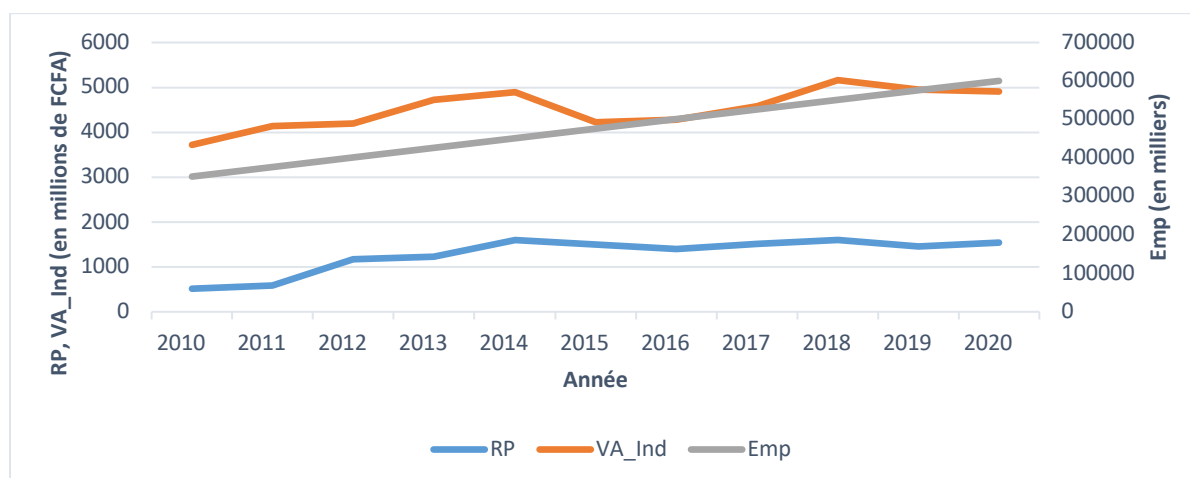
Graphique 5. Territoires urbains camerounais : valeur ajoutée de la production du secteur secondaire (y compris la construction) en 2016 (en milliards de F CFA)



Source : auteur, données INS/RGE-2 (2016) et WDI (2023)

Les zones urbaines jouent un rôle clé dans l'économie nationale, notamment dans un contexte de décentralisation. Cependant, peu d'études analysent l'impact de l'autonomie budgétaire des municipalités urbaines sur leur performance économique. Or, ces territoires urbains contribuent significativement au PIB, à l'emploi, aux échanges internationaux et au développement des infrastructures, mais la relation entre leur mode de gouvernance et leur performance reste floue. Dans notre cas, les observations suggèrent une possible causalité entre décentralisation et amélioration des performances économiques des territoires urbains, en particulier dans le secteur industriel et l'emploi (graphique 6).

Graphique 6. Cameroun : évolution globale des ressources propres (RP), de la valeur ajoutée industrielle (VA_Ind) et de l'emploi (Emp) de territoires urbains, 2010-2020



Source : auteur, données FEICOM (2023), INS/RGE-2 (2016) et WDI (2023)

3. Le modèle empirique

3.1. Choix du modèle économétrique et justification

Cette étude adopte un modèle économétrique intégrant les effets spatiaux afin d'examiner de manière approfondie l'impact de la décentralisation sur la performance des territoires urbains. En effet, l'interaction constante entre les villes, facilitée par la connectivité physique, intensifie la concurrence pour attirer les investissements, les capitaux et les entreprises (Ezcurra et Rios, 2020). Par ailleurs, cette connectivité favorise une circulation accélérée des biens, des services et des idées, notamment celles portant sur l'exercice du pouvoir local. Dès lors, considérer les villes comme des entités indépendantes serait inapproprié au regard de leur interdépendance et des relations croissantes entre les gouvernements infranationaux (Brueckner, 2003).

De plus, selon Ezcurra et Rios (2020), la compétition entre les municipalités urbaines influence la diffusion de la performance territoriale. Ces dernières sont ainsi poussées à adopter les stratégies et politiques éprouvées pour valoriser leurs ressources locales, tout en évitant les approches infructueuses. En s'inspirant des succès d'autres villes, une municipalité peut renforcer sa compétitivité sans supporter les coûts liés à l'innovation politique (Mukand et Rodrik, 2005 ; Ward et John, 2013). Ainsi, la prise en compte des effets spatiaux s'avère essentielle dans une telle analyse.

3.1.1. La prise en compte des effets spatiaux dans le modèle

Pour intégrer les effets spatiaux dans un modèle de régression, plusieurs approches sont possibles (Jayet, 2001 ; Le Gallo, 2002, 2004 ; Anselin, 2006 ; Lesage et Pace, 2009). L'on peut utiliser un modèle autorégressif spatial avec variable endogène décalée, ou encore un modèle

de régression croisée avec une variable exogène décalée ; la combinaison de ces deux approches permet d'obtenir le modèle spatial de Durbin (ou SDM, pour *Spatial Durbin Model*). Une autre méthode consiste à spécifier un processus spatial pour les erreurs. Cependant, selon Gibbons et Overman (2012), l'interaction spatiale peut également être appréhendée en considérant les décalages spatiaux des variables explicatives provenant des municipalités voisines plutôt que les décalages spatiaux de la variable endogène. Dans le cadre de cette étude, nous optons pour le modèle autorégressif spatial (variable dépendante décalée) avec autocorrélation spatiale des erreurs en coupe longitudinale, pour des raisons suivantes (Anselin, 2006 ; Lesage et Pace, 2009) :

- **Interaction temporelle et spatiale.** Le modèle SAR appliqué aux données de panel, permet de prendre en compte à la fois les interactions spatiales (entre les unités géographiques) et les interactions temporelles (au fil du temps). Cela signifie que nous examinons comment les effets spatiaux se manifestent non seulement entre les territoires urbains proches (ou éloignés), mais aussi comment ils évoluent au fil des années.
- **Contrôle des effets fixes.** Le modèle SAR avec données de panel, nous donne la possibilité d'inclure des effets fixes pour chaque territoire (par exemple, des effets fixes pour chaque ville) afin de contrôler les caractéristiques spécifiques à ces unités. Cela permet de mieux isoler l'effet de la décentralisation sur la performance territoriale.
- **Estimation robuste.** L'estimation des paramètres dans un modèle SAR avec données de panel peut être plus robuste, car elle exploite à la fois la variation spatiale et temporelle. Cela peut réduire les biais potentiels dus à des facteurs non observés ou à des erreurs de mesure.
- **Analyse dynamique.** Le modèle SAR avec données de panel nous permet d'analyser les dynamiques spatiales et temporelles. Ainsi, nous pouvons étudier comment les effets de la décentralisation évoluent au fil des années et comment ils se diffusent entre les territoires.

3.1.2. Spécifications de la pondération spatiale

L'intégration des effets spatiaux dans un modèle repose généralement sur la construction d'une matrice d'interactions spatiales W , une matrice carrée dont le nombre de lignes et de colonnes correspond au nombre de zones géographiques étudiées. Cette matrice présente des zéros sur sa diagonale principale, tandis que les éléments hors diagonale sont des valeurs non négatives (Le Gallo et Fingleton, 2012). Selon Hamadou et al. (2012), plusieurs critères peuvent guider

la construction de cette matrice : le critère géographique (basé sur la contiguïté ou la distance), le critère économique (fondé sur le PIB), ou encore le critère social (tel que l'Indice de développement humain), entre autres. Dans le cadre de l'analyse des effets de la décentralisation sur la performance des territoires urbains au Cameroun, nous adoptons la matrice de distance à vol d'oiseau (W), car l'intensité de l'interdépendance entre deux villes i et j est fonction de la distance séparant leurs centroïdes, ici représentés par les capitales urbaines. Ainsi, la matrice W est définie de manière à refléter ces relations spatiales et leurs implications sur la dynamique territoriale.

$$w_{ij}^d = \begin{cases} \frac{1}{d_{ij}} & \text{si } i \neq j \\ 0 & \text{sinon} \end{cases}, \text{ où } d_{ij} \text{ est la distance à vol d'oiseau d'après les estimations de } Google Earth$$

(2024).

Dans l'équation de régression, la présence du paramètre spatial signifie que le niveau de production industrielle (ou d'emploi) d'une ville i ne dépend pas uniquement de ses caractéristiques socioéconomiques internes ; il est également influencé par les niveaux de production industrielle (ou d'emploi) des villes voisines concurrentes $j(j \neq i)$. De ce fait, les gouvernements locaux agissent de manière non coopérative : chacun réagit aux actions de ses rivaux sans nécessairement chercher à concurrencer intentionnellement les autres (Brueckner, 2003 ; Besley et Case, 1995 ; Foucault et al., 2008). Ainsi, la fonction de réaction d'une ville i peut être exprimée par la relation ci-dessous :

$$Z_{it} = R_i(Z_{jt}; X_{kit}) \tag{1}$$

Où Z_{it} représente le vecteur du niveau de production industrielle en termes de valeur ajoutée sectorielle (ou d'emploi) de la ville i à la période t ; X_{kit} le vecteur des autres caractéristiques socio-économiques avec comme variable explicative principale l'indicateur de décentralisation en termes de ressources propres de la municipalité urbaine i à la période t ; Z_{jt} représente le vecteur des niveaux de production industrielle en termes de valeur ajoutée sectorielle (ou d'emplois) des autres municipalités urbaines $j(j \neq i)$ à la date t . En pondérant avec une matrice d'interactions spatiales W , nous obtenons le poids moyen des niveaux de production industrielle en termes de valeur ajoutée sectorielle (ou d'emplois) des municipalités urbaines voisines, soit $WZ_{jt} = \sum_{j \neq i} w_{ij} Z_{jt}$ et l'équation (1) devient :

$$Z_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 RP_{it} + \alpha_2 \sum_{j \neq i} w_{ij} Z_{jt} + \alpha_k X_{kit} + v_{it} \tag{2}$$

$$\text{Avec } v_{it} = \rho W u_{it} + \varepsilon_{it}$$

Ce modèle combine une variable dépendante décalée spatialement (autocorrélation spatiale de la variable dépendante) et une autocorrélation spatiale des erreurs. Ainsi, au-delà de l'impact de la variable de décentralisation (RP_{it}), la production manufacturière d'une ville en termes de valeur ajoutée sectorielle (indicateur de la performance territoriale) peut être influencée par les niveaux de production industrielle d'autres villes ainsi que par des facteurs environnementaux ou socioéconomiques non observés qui sont spatialement corrélés (autocorrélation spatiale des erreurs). Dans la relation (2), W = matrice de pondération spatiale ; α_2 = paramètre d'autocorrélation spatiale de la variable dépendante (il quantifie la dépendance spatiale entre les valeurs de la variable expliquée) ; α_1 = coefficient de la variable indépendante ; α_k = coefficient des variables explicatives ; v_{it} = terme d'erreur ; ρ = paramètre d'autocorrélation spatiale des erreurs ; ε_{it} = terme d'erreur non spatialement corrélé (ou encore identiquement et indépendamment distribué).

3.1.3. Modèle théorique associé au modèle économétrique : le modèle de gravité

Le modèle de gravité est une adaptation de la loi d'attraction universelle qui permet de déterminer le volume d'échanges de deux pays par leur poids économiques (PIB ou PIB par habitant) et par la distance qui les sépare (Luo, 2001). De manière formelle, il se présente comme suit :

$$EXP_{ij} = A \frac{Y_i^{\beta_1} Y_j^{\beta_2}}{D_{ij}^{\beta_3}} \quad (3)$$

Où EXP_{ij} est le niveau d'exportations du pays i vers le pays j ; A une constante ; Y_i et Y_j les PIB des pays i et j respectivement ; D_{ij} représente la distance entre les pays i et j . Partant de là, nous déduisons qu'il est également possible de simuler le niveau de production manufacturière en termes de valeur ajoutée sectorielle d'une ville i par son niveau de ressources propres et par les interactions spatiales qui existent entre cette dernière et les autres villes (j). Ce qui nous permet d'établir la relation suivante :

$$VA_Ind_i = A \frac{RP_i^{\alpha_1}}{(WVA_Ind)_{ij}^{\alpha_2}} \quad (4)$$

VA_Ind_i = valeur ajoutée du secteur industriel du territoire urbain i ; WVA_Ind_{ij} = paramètre de dépendance spatiale entre i et j ; RP_i = ressources propres du territoire urbain i . En mettant l'équation (4) en forme logarithmique nous obtenons :

$$\ln VA_Ind_i = \ln A + \alpha_1 \ln RP_i + \alpha_2 \ln (WVA_Ind)_{ij} \quad (5)$$

La valeur ajoutée du secteur industriel d'un territoire urbain n'étant pas influencée par ces deux facteurs uniquement, il est nécessaire d'ajouter d'autres déterminants question d'élargir le

modèle ; il s'agit notamment de l'investissement public local sur ressources propres des municipalités urbaines (*IPLRP*), des recettes propres par habitant (*RPHbt*), des emplois (*Emp*) et le budget d'investissement public dans la municipalité urbaine *i* (*BIP_Ville*). Ceci permet de réduire le risque de biais dans les estimations des coefficients, pouvant provenir de l'omission de variables pertinentes. La prise en compte de ces différents éléments permet d'obtenir la relation suivante :

$$LnVA_Ind_i = LnA + \alpha_1 LnRP_i + \alpha_2 Ln(WVA_Ind)_{ij} + \alpha_3 LnIPLRP_i + \alpha_4 LnBIP_Ville_i + \alpha_5 LnRPHbt_i + \alpha_6 LnEmp_i + \varepsilon_i \quad (6)$$

Etant en panel et en remplaçant *LnA* par α_0 nous obtenons finalement l'équation de régression suivante :

$$LnVA_Ind_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 LnRP_{it} + \alpha_2 Ln(WVA_Ind)_{ij} + \alpha_3 LnIPLRP_{it} + \alpha_4 LnBIP_Ville_{it} + \alpha_5 LnRPHbt_{it} + \alpha_6 LnEmp_{it} + \varepsilon_{it} \quad (7)$$

3.2. Données et variables

3.2.1. Nature et sources de données

Le tableau ci-dessous présente de façon analytique les différentes variables du modèle ainsi que les sources de données.

Tableau 1 : présentation analytique des variables et des données

VARIABLE	DEF	Nature	Rôle	Périodicité	Source
RP	Recettes propres des différentes municipalités urbaines en milliards de F CFA	Variable indépendante	Détermine le degré d'autonomie budgétaire d'une municipalité urbaine	Annuelle	FEICOM (2023)
RP/RT_Ratio	Part des ressources propres des municipalités urbaines sur les recettes budgétaires totales (en milliards de FCFA)	Variable de contrôle	Permet de capter le poids des ressources propres sur les ressources budgétaires totales	Annuelle	FEICOM (2023)
BIP_Ville	Budget d'investissement public dans la municipalité urbaine (en milliards de FCFA)	Variable de contrôle	Permet de capter le poids des réalisations de l'Etat central dans la municipalité urbaine en termes d'investissement public	Annuelle	FEICOM (2023) ; Journaux de projets (MINEPAT, 2024)
VAInd	Valeur ajoutée du secteur industrielle (y compris la construction), en milliards de F CFA	1ère variable de la performance des territoires urbains (variable à expliquer)	Permet de capter le niveau de performance des territoires urbains en termes de valeur ajoutée du secteur industriel	Annuelle	WDI (2024); RGE-2 (2016)
Emp	Emplois	2nde variable de la performance des territoires urbains (variable à expliquer)	Permet de capter le niveau de performance des territoires urbains en termes de création d'emplois	Annuelle	RGE-1 (2009); RGE-2 (2016); INS
RPHbt	Ressources Propres par habitant dans chaque municipalité urbaine (en FCFA)	Variable de contrôle	Permet d'évaluer la santé financière d'une municipalité urbaine	Annuelle	MINDEVEL (2021)
WVAInd	Matrice d'interactions spatiales autour de la valeur ajoutée du secteur industriel. La matrice de poids W est une matrice d'inverse de la distance à vol d'oiseau entre les différentes villes	Variable de contrôle	Met en évidence l'effet de voisinage ou de concurrence territoriale autour de la production industrielle en termes de valeur ajoutée sectorielle	Annuelle	Google Earth (pour les distances) ; WDI (2024) pour la valeur ajoutée du secteur industriel
WEmp	Matrice d'interactions spatiales autour de la création d'emplois dans chaque municipalité urbaine. La matrice de poids W est une matrice d'inverse de la distance à vol d'oiseau entre les différentes villes	Variable de contrôle	Met en évidence l'effet de voisinage ou de concurrence territoriale autour de la création des emplois	Annuelle	Google Earth (pour le calcul des distances) ; RGE-1 (2009) ; RGE-2 (2016), INS pour les emplois en milieu urbain
IPL_RP	Investissement Public Local sur Ressources Propres	variable de contrôle	Permet de mesurer le poids des réalisations sur ressources propres d'une municipalité urbaine	Annuelle	FEICOM (2023); MINDEVEL (2021)

Source : auteur

3.2.2. Statistiques descriptives

Le tableau 2 présente les données statistiques relatives aux différentes variables de notre étude. S'agissant des ressources propres, l'*écart-type* élevé indique une grande variabilité des données entre les différentes municipalités urbaines sur la période d'observation. Seulement 1% des données concernant les ressources propres sont inférieures à 35,25 millions, tandis que 99% ne dépassent pas 5,3 milliards.

Tableau 2 : statistiques descriptives

Variables	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max	p1	p99	Skew.	Kurt.
RP	154	9.150e+08	1.350e+09	14498844	5.558e+09	35246428	5.303e+09	2.107	6.148
IPL RP	154	3.110e+08	3.670e+08	3930000	1.880e+09	14300000	1.330e+09	1.84	5.628
VAInd	154	3.230e+11	4.680e+11	1.750e+10	1.810e+12	1.950e+10	1.740e+12	1.934	5.364
RPHbt	154	2426.775	3996.213	62.428	33818.176	170.935	24582.923	5.096	33.829
Pop	154	560000	731000	71941	2624915	74007	2556843	1.785	4.657
Emp	154	33996.578	66369.842	2092	273065	2280	264780	2.378	7.19
BIP Ville	154	2.660e+09	5.890e+09	31782000	3.549e+10	50050000	3.397e+10	3.603	17.23

Source : auteur

Note : RP = recettes propres ; IPL RP = investissement public local sur ressources propres ; VAInd = valeur ajoutée industrielle ; RPHbt = recettes propres par habitant ; Pop = population ; Emp = emplois ; BIP Ville = budget d'investissement public dans la ville.

Le niveau moyen des ressources propres est évalué à 915 millions, avec moins de valeurs extrêmes (kurtosis faible). De plus, la valeur positive du *skewness* (asymétrie) met en évidence le fait que la moyenne est supérieure à la médiane. Cela signifie qu'il existe deux municipalités (Douala et Yaoundé, plus précisément) avec des niveaux de ressources propres très élevés, tandis que les autres ont des niveaux de ressources plus proches de la médiane. Cette situation implique une forte probabilité d'inégalité en termes de capacité de mobilisation des ressources propres par les différentes municipalités urbaines.

4. Résultats des estimations et discussions

Les résultats indiquent que la décentralisation a un impact significatif sur la performance des territoires urbains, et que cette performance est également influencée de manière significative par des facteurs spatiaux.

4.1. Effet positif et significatif de la décentralisation sur la performance des territoires urbains en termes de valeur ajoutée industrielle

Les résultats du tableau 3 mettent en évidence une relation de causalité unidirectionnelle positive et significative entre la décentralisation en termes d'autonomie budgétaire et la performance des territoires urbains. En effet, nous observons qu'une augmentation de 1% du niveau de ressources propres des municipalités urbaines entraîne une hausse de 0,6% de la

valeur ajoutée industrielle, avec un taux de significativité de 1%. Ainsi, les recettes propres peuvent contribuer à améliorer la performance territoriale en stimulant la production économique, notamment la valeur ajoutée du secteur industriel.

Tableau 3. Effet de la décentralisation sur la performance des territoires urbains en termes de valeur ajoutée industrielle : résultats des estimations (QML avec effets fixes)

VARIABLES	(1) LnVAInd	(2) W1	(3) sigma_e
LnRP	0.573*** (0.0634)		
LnIPL_RP	0.00607 (0.0124)		
LnRPHbt	-0.566*** (0.0641)		
LnBIP_Ville	-0.00773*** (0.00237)		
LnEmp	-0.00370 (0.0175)		
LnVAInd		0.594*** (0.102)	
e.LnVAInd		0.873*** (0.0345)	
Constant			0.0212*** (0.00135)
Observations	154	154	154
Number of groups	14	14	14

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : auteur

Note:LnRP = logarithme des recettes propres ; LnIPL RP = logarithme de l'investissement public local sur ressources propres ; LnVAInd = logarithme de la valeur ajoutée industrielle ; LnRPHbt = logarithme des recettes propres par habitant ; LnPop = logarithme de la population ; LnEmp = logarithme des emplois ; LnBIP Ville = logarithme du budget d'investissement public dans la ville.

Théoriquement, ces résultats sont en droite ligne avec le courant optimiste (approche libérale) concernant l'efficacité économique de la décentralisation. Selon ce courant de pensée, la décentralisation est une opportunité de développement socioéconomique, une idée soutenue par

Benanan et Buchanan (1980), Oates (1999), Rodden (2002) et l'OCDE (2019). Sur le plan empirique, ces résultats vont dans le sens des études récentes, telles que celles Aray et Pedauga (2024), Sima et al. (2023), Hanif et al. (2020), Gong, Liu Wu (2020) ainsi que Ganaie et al. (2018), concluant que la décentralisation favorise significativement la croissance économique. Aussi, le paramètre d'autocorrélation spatiale des erreurs est significativement positif et proche de 1 (0,87). Cela traduit la présence d'effets de diffusion spatiale, où les erreurs se propagent d'une entité territoriale urbaine à l'autre. En conséquence, on peut conclure à l'existence de phénomènes de diffusion de la performance entre les territoires urbains en matière de production industrielle. Dans la littérature sur le fédéralisme budgétaire (Tiebout, 1956 ; Oates, 1972), ce résultat évoque le principe de concurrence territoriale en termes d'externalités spatiales (Brueckner, 2003 ; Costa et al., 2013) ou de comparaison (Salmon, 1987 ; Besley et Case, 1995 ; Bordignon et al., 2003) en matière d'élaboration des stratégies à mettre en place par les gouvernements locaux pour d'attirer et retenir les bases fiscales.

4.2. Effet de la décentralisation sur la performance des territoires urbains en termes de création d'emplois

Selon les données du tableau 4, l'augmentation des ressources propres est associée à une croissance de l'emploi. De manière précise, une augmentation de 1 % du niveau des ressources propres des municipalités urbaines entraîne une croissance de l'emploi de 0,98 %, avec un niveau de significativité de 1 %. Ce résultat confirme l'hypothèse selon laquelle, plus les collectivités territoriales décentralisées disposent de ressources propres élevées, plus leur performance en termes de production économique urbaine et de création d'emplois sera importante.

Ces résultats rejoignent certaines hypothèses relatives à la relation entre décentralisation et développement local (Dubresson et Fauré, 2005). Selon ces hypothèses, lorsque les collectivités locales disposent de plus de pouvoir et de ressources, elles peuvent agir comme des pôles de croissance économique (Bougna et Nguimkeu, 2018 ; Ghani et al., 2013 ; Audretsch et al., 2015). Cela se traduit par une création d'emplois, notamment dans les villes et leurs environs, où des synergies et des économies de proximité peuvent se développer. De plus, la décentralisation offre aux collectivités locales la possibilité de mettre en place des politiques spécifiques pour soutenir les entreprises locales. Elles peuvent créer des incubateurs d'entreprises, offrir des subventions ou faciliter l'accès au financement pour les entrepreneurs locaux. Elles peuvent aussi utiliser ces fonds pour soutenir des projets qui génèrent des emplois directs (par exemple, la construction d'usines, le développement de zones industrielles) ou

indirects (par exemple, l'amélioration des infrastructures touristiques). Tout cela contribue à la création d'emplois et à la croissance économique urbaine.

Tableau 4. Effet de la décentralisation sur la performance des territoires urbains en termes de création d'emplois : résultats des estimations (QML avec effets fixes)

VARIABLES	(1) LnEmp	(2) W1	(3) sigma_e
LnRP	0.985*** (0.139)		
LnIPL_RP	0.0640 (0.0435)		
LnRPHbt	-1.015*** (0.144)		
LnBIP_Ville	-0.00632 (0.00399)		
LnEmp		0.475*** (0.0660)	
e.LnEmp		-1.700*** (0.335)	
Constant			0.0829*** (0.00594)
Observations	154	154	154
Number of groups	14	14	14

Standard errors in parentheses

*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Source : auteur

Note :LnRP = logarithme des recettes propres ; LnIPL RP = logarithme de l'investissement public local sur ressources propres ; LnVAInd = logarithme de la valeur ajoutée industrielle ; LnRPHbt = logarithme des recettes propres par habitant ; LnPop = logarithme de la population ; LnEmp = logarithme des emplois ; LnBIP Ville = logarithme du budget d'investissement public dans la ville.

Les résultats du tableau 4 mettent également en évidence le phénomène de diffusion spatiale autour de la création d'emplois. De manière précise, le paramètre d'autocorrélation spatiale de la variable dépendante est significativement positif (**0,47**), indiquant qu'une hausse de l'emploi de 1% dans une ville donnée est associée à un accroissement de de 0, 47% de l'emploi dans les autres villes. De ce fait, l'on peut conclure à l'existence des phénomènes de diffusion spatiale de la performance territoriale en matière de création d'emplois.

5. Quelques implications de politique économique

5.1. Les mesures impliquant les municipalités urbaines

Les municipalités urbaines devraient s'engager davantage pour exploiter les outils et les avantages résultant du transfert de compétences en matière d'action économique locale.

➤ **Mettre sur pied des stratégies opérationnelles visant l'accroissement des ressources propres des municipalités urbaines :**

Diversification des sources de revenus. Pour diversifier leurs sources de revenus, les villes peuvent explorer au-delà des impôts locaux traditionnels. Elles peuvent envisager d'autres moyens tels que les redevances pour l'utilisation des infrastructures publiques, les droits de mutation immobilière et les taxes sur les entreprises. Cette diversification permet de réduire leur dépendance à une seule source de financement ;

Promotion de l'entrepreneuriat urbain. Pour favoriser l'entrepreneuriat urbain, les collectivités locales peuvent encourager la création d'entreprises locales, ce qui stimule l'économie et génère des revenus pour les communes. Elles ont la possibilité d'offrir des incitations aux entrepreneurs locaux, de faciliter l'accès au financement et de promouvoir les marchés locaux ainsi que les foires commerciales.

Amélioration de la collecte des impôts et taxes en milieu urbain. Pour accroître leurs ressources propres, les collectivités locales doivent améliorer la collecte des impôts et taxes. Cela passe par une gestion efficace, notamment en investissant dans des systèmes informatisés (digitalisation), en formant le personnel chargé de la collecte et en sensibilisant les contribuables sur l'importance de s'acquitter de leurs obligations fiscales.

➤ **Stimuler l'investissement local**

Encourager les investissements privés et publics au niveau local en mettant sur pied un environnement favorable aux entreprises, en simplifiant les procédures administratives, en offrant des incitations fiscales et en développant des infrastructures de qualité (voirie, eau, électricité, etc.). Dans un esprit de dynamique territoriale constructive, les villes peuvent collaborer avec les entreprises pour promouvoir des projets d'investissement locaux.

➤ **Renforcer la coopération intercommunale**

Les villes devraient collaborer entre elles pour partager les meilleures pratiques, les ressources et les expériences. Ce d'autant plus que les résultats ont mis en exergue le phénomène de diffusion spatiale entre les territoires urbains, aussi bien autour de la mobilisation de leurs ressources propres que dans la recherche de performance. De ce fait, la coopération intercommunale peut favoriser l'innovation, la mutualisation des coûts et la mise en œuvre de

projets régionaux ou métropolitains. Il faudra également encourager les partenariats entre les villes et les zones rurales voisines.

5.2. Les mesures adressées aux décideurs centraux

➤ Promouvoir l'autonomie budgétaire locale

Il est nécessaire d'accorder aux municipalités urbaines une plus grande marge de manœuvre dans la prise de décisions locales. Cela peut inclure non seulement le renforcement de la délégation de compétences et de responsabilités, mais aussi la reconnaissance de leur rôle en tant qu'acteurs clés du développement économique en milieu urbain. C'est pourquoi il faudra veiller à ce que les municipalités urbaines aient suffisamment de ressources et de capacités pour agir efficacement.

➤ Renforcer et adapter le système de péréquation aux exigences de la décentralisation

L'analyse des faits stylisés, à travers quelques éléments graphiques, révèle des disparités significatives entre les municipalités urbaines, tant en ce qui concerne la mobilisation de leurs ressources propres que la création de richesses et d'emplois. Il est évident que toutes les villes ne disposent pas des mêmes capacités pour activer leurs ressources territoriales. Ce type de déséquilibre peut aggraver les inégalités de développement socioéconomique, au point que certaines villes concentrent fortement les activités économiques au détriment des autres. Par exemple, les municipalités de Douala et Yaoundé monopolisent largement le pouvoir d'attraction et d'activation des ressources territoriales par rapport aux autres villes, ce qui est susceptible d'amplifier les disparités territoriales en matière de développement. C'est pourquoi le système de péréquation assuré par le FEICOM devra être efficace dans sa stratégie de mise à disposition des ressources aux collectivités territoriales décentralisées (CTD), afin de minimiser toute situation risquant de créer ou d'accentuer les inégalités entre ces CTD.

➤ Consolider les moyens des collectivités

Les décideurs centraux doivent veiller à ce que les collectivités territoriales disposent des ressources nécessaires pour remplir leurs missions. Cela appelle à un financement prévisible et cohérent, ainsi qu'un schéma de financement transparent. Ainsi est-il urgent de faire de la fraction minimale de 15% des recettes de l'Etat affectée à la dotation générale de la décentralisation, une réalité. Ces transferts financiers sont en fait essentiels pour réduire les inégalités entre les territoires.

Conclusion

Cette étude avait pour but d'analyser l'impact de la décentralisation sur la performance des territoires urbains au Cameroun, notamment en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée industrielle. Il en ressort principalement que malgré leurs ressources limitées, les municipalités urbaines camerounaises peuvent néanmoins jouer un rôle clé dans l'optimisation des potentialités territoriales en milieu urbain. Dans cette optique, les résultats obtenus confirment que la décentralisation contribue à l'amélioration de la performance économique des villes camerounaises, en stimulant la création d'emplois et en renforçant la valeur ajoutée des activités du secteur secondaire. En guise de perspectives, cette étude préconise la mise en œuvre de stratégies visant à accroître les ressources propres des municipalités urbaines, à adapter et renforcer le système de péréquation pour mieux répondre aux exigences de la décentralisation. En termes d'apports majeurs de notre étude, notons que l'application d'un modèle spatial autorégressif en panel, intégrant l'autocorrélation spatiale des erreurs et estimé selon la méthode du quasi-maximum de vraisemblance avec effets fixes, a permis de mettre en évidence un phénomène de diffusion spatiale affectant les différentes variables étudiées ; ce qui atténue les biais liés à la non-normalité et à la corrélation d'erreur spatiale, assurant ainsi des estimations de paramètres fiables malgré quelques limites. Par exemple la dépendance à un modèle autorégressif spatial avec autocorrélation spatiale des erreurs peut ne pas capturer de manière adéquate les interactions spatiales complexes. D'où la nécessité d'envisager dans le futur, le test des spécifications alternatives comme le modèle Durbin spatial (SDM) ou le modèle spatial X avec retard (SLX), qui sont plus robustes à la mauvaise spécification.

BIBLIOGRAPHIE

- Aejin K., Jina K. & Jhungsoo P. (2020). Fiscal Decentralization and Inclusive Growth: A Study Focusing on Income Redistribution, *Journal of Logistics, Informatics and Service Science* Vol. 7 (2020) No. 2, pp. 25-44.
- Anselin, L. (2006). How (not) to lie with spatial statistics. *American Journal of Preventive Medicine*, 30(2), S3-S6.
- Aray, H., & Pedauga, L. (2024). The relationship between decentralization and economic growth across regimes. *The Annals of Regional Science*, 72(1), 1-25.
- Audretsch, D. B., Heger, D. & Veith, T. (2015). Infrastructure and entrepreneurship. *Small Business Economics*, 44, 219-230.
- Bardhan, P. & Mookherjee, D. (2006). Pro-poor Targeting and Accountability of Local Governments in West Bengal. *Journal of Development Economics*, vol. 79(2), pp. 303-327.

Bartolini, D., S. Stossberg & H. Blöchliger (2016), « Fiscal Decentralisation and Regional Disparities », OECD Economics Department Working Papers, n° 1330, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jlpq7v3j237-en>

Besley, T., & Case, A. (1995). Does electoral accountability affect economic policy choices? Evidence from gubernatorial term limits. *The Quarterly Journal of Economics*, 110(3), 769-798.

Bordignon, M., Cerniglia, F., & Revelli, F. (2003). In search of yardstick competition: a spatial analysis of Italian municipality property tax setting. *Journal of Urban Economics*, 54(2), 199-217.

Bougna, T., & Nguimkeu, P. (2018). Spatial and sectoral heterogeneity of occupational choice in Cameroon. *World Bank Policy Research Working Paper*, (8515).

Brennan, G. & Buchanan, J. M. (1980). *The Power to Tax: Analytical Foundations of a Fiscal Constitution*. Cambridge University Press.

Brueckner, J. K. (2003). Strategic interaction among governments: An overview of empirical studies. *International regional science review*, 26(2), 175-188.

Busemeyer, M. R. (2008). The impact of fiscal decentralisation on education and other types of spending. *Swiss Political Science Review*, 14(3), 451-481.

Caldeira, E. & Rota-Graziosi, G. (2014). La décentralisation dans les pays en développement : une revue de la littérature. *Revue d'économie du développement*, 22(4), pp. 5-37.

Clifford, J., & Marcus, G. E. (Eds.). (2023). *Writing culture: The poetics and politics of ethnography*. Univ of California Press.

Courlet C. (2008), *L'Économie territoriale*, Presse universitaire de Grenoble, 135 p.

Courlet C. & Pecqueur B. (2013). *L'économie territoriale*, Presses universitaires de Grenoble, 142 p.

De Mello Jr, L. R. (2000). Fiscal decentralization and intergovernmental fiscal relations: a cross-country analysis. *World development*, 28(2), 365-380.

Dubresson, A., & Fauré, Y. A. (2005). Décentralisation et développement local : un lien à repenser. *Revue Tiers Monde*, 181(1), 7-20.

Duranton, G., Gobillon, L., & Overman, H. G. (2011). Assessing the effects of local taxation using microgeographic data. *The economic journal*, 121(555), 1017-1046.

Egger, P., M. Koethenbueger, & M. Smart (2010). Do fiscal transfers alleviate business tax competition? Evidence from Germany. *Journal of Public Economics*, 94(3-4), 235-246.

Enikolopov, R., & Zhuravskaya, E. (2007). Decentralization and political institutions. *Journal of public economics*, 91(11-12), 2261-2290.

Ezcurra, R. & Rodríguez-Pose, A. (2011) Is fiscal decentralization harmful for economic growth? Evidence from the OECD countries. *Journal of Economic Geography* 11(4): 619- 643.

Ezcurra, R. & Rios, V. (2020). Quality of government in European regions: do spatial spillovers matter? *Regional Studies*, 54(8), 1032-1042.

Foucault, M. et al, (2008). Decentralization and Political Accountability: Incentives, Separation, and Voter Welfare. *American Political Science Review*, 102(3), 419-434.

Galasso, E., & Ravallion, M. (2005). Decentralized Targeting of an Antipoverty Program. *Journal of Public Economics*, 89(4), 705-727.

Galiani, S., Gertler, P., & Schargrodsky, E. (2008). School decentralization: Helping the good get better, but leaving the poor behind. *Journal of public economics*, 92(10-11), 2106-2120.

Ganaie, A. A., Bhat, S. A., Kamaiah, B., & Khan, N. A. (2018). Fiscal decentralization and economic growth: Evidence from Indian States. *South Asian Journal of Macroeconomics and Public Finance*, 7(1), 83-108.

Ghani, E., Goswami, A. G., Kerr, W. R., Desmet, K., O'Connell, S., Rossi-Hansberg, E. & Mishra, S. (2013). Highway to success in India. *Policy Research Working Paper*, 6320.

Gibbon S. & Overman H. (2012), Mostly pointless spatial econometrics? *Journal of Regional Science*, 52(2), 172-191.

Gong, Q., Liu, C. & Wu, M. (2021). Does administrative decentralization enhance economic growth? Evidence from a quasi-natural experiment in China. *Economic Modelling*, 94, 945-952.

Hamadou H., Paty S. & Savona M. (2012). Strategic Interactions in Public R&D across EU-15 countries : A Spatial Econometric Analysis, WP 1223, Groupe d'Analyse et de Théorie Economique Lyon-St Etienne.

Hanif, I., Wallace, S. & Gago-de-Santos, P. (2020). Economic growth by means of fiscal decentralization: an empirical study for federal developing countries. *Sage Open*, 10(4).

Institut national de la statistique (INS) de la République du Cameroun (2016). Deuxième recensement général des entreprises en 2016 (RGE-2), Rapport principal. www.statisticscameroon.org

Jayet, H. (2001). Économétrie et données spatiales-Une introduction à la pratique. *Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales*, 58, 105-129.

Le Gallo, J. (2002). Économétrie spatiale : l'autocorrélation spatiale dans les modèles de régression linéaire. *Economie prévision*, 155(4), 139-157.

Le Gallo, J. & Fingleton, B. (2012). Measurement errors in a spatial context. *Regional science and urban economics*, 42(1-2), 114-125.

Le Gallo, J. (2004). Hétérogénéité spatiale. *Economie prévision*, 162(1), 151-172.

LeSage, J. P. & Pace, R. K. (2009). Spatial econometric models. In *Handbook of Applied Spatial Analysis: Software Tools, Methods and Applications* (pp. 355-376). Berlin, Heidelberg: Springer Berlin Heidelberg.

Lin, J. & Liu, Z. (2000) Fiscal decentralization and economic growth in China. *Economic Development and Cultural Change* 49(1) : 1-21.

Luo X. (2001). La mesure de la distance dans le modèle de gravité : une application au commerce des provinces chinoises avec le Japon, *Région et Développement*, 13, 163-180.

Morgan, K. (2006), Devolution and development: Territorial justice and the north-south divide. *Publius*, vol. 36/1, pp. 189–206, <http://dx.doi.org/www.jstor.org/stable/20184949>.

Mimboe, B. (2021). Is there a right time for fiscal decentralization in a developing country? A case study of Cameroon, *MPRA Paper* No. 106220, University Library of Munich, Germany.

Mukand, S. W. & Rodrik, D. (2005). In search of the holy grail: policy convergence, experimentation, and economic performance. *American Economic Review*, 95(1), 374-383.

Nkoudou Bengono J. R., B. Epo Ngah & S. P. Onana (2023). Effets des transferts intergouvernementaux sur la mobilisation des recettes publiques locales : cas des communes camerounaises, *Région et Développement* n° 58-2023.

Oates, W. E. (1999). An Essay on Fiscal Federalism. *Journal of Economic Literature*, vol. 37(3), pp. 1120-1149.

Oates, W.E. (1972). *Fiscal Federalism*. Harcourt Brace Jovanovich, New York

OCDE (2019). Réussir la décentralisation : Manuel à l'intention des décideurs, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/551847c0-fr>

Prud'Homme, R. (1995). The dangers of decentralization. *The world bank research observer*, 10(2), 201-220.

République du Cameroun (2019). Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CGCTD).

Resnick, D. (2014). Urban governance and service delivery in African cities: the role of politics and policies. *Development Policy Review*, 32(s1), s3-s17.

Rodden, J. (2002). The dilemma of fiscal federalism: Grants and fiscal performance around the world. *American Journal of Political Science*, 670-687.

Rodden, J. (2002). The dilemma of fiscal federalism: Grants and fiscal performance around the world. *American Journal of Political Science*, 670-687.

Salmon, P. (1987). Decentralization as an incentive scheme. *Oxford Review of Economic Policy*, 3(2), 24-43.

Sima, C., Renz, K., Chitta, K., Chen, L., Zhang, H., Xie, C., ... & Li, H. (2024). Drivelm: Driving with graph visual question answering. In *European Conference on Computer Vision* (pp. 256-274). Cham: Springer Nature Switzerland.

Thiessen, U. (2003) Fiscal decentralization and economic growth in high-income OECD countries. *Fiscal Studies* 24 (3): 237-274.

Tiebout, C. M. (1956). A pure theory of local expenditures. *Journal of political economy*, 64(5), 416-424.

Wallis, J. J., & Oates, W. E. (1988). Decentralization in the public sector: An empirical study of state and local government. In *Fiscal federalism: Quantitative studies* (pp. 5-32). University of Chicago Press.

Ward, H. & John, P. (2013). Competitive learning in yardstick competition: testing models of policy diffusion with performance data. *Political Science Research and Methods*, 1(1), 3-25.

Wibbels, E. (2000). Federalism and the politics of macroeconomic policy and performance. *American Journal of Political Science*, 687-702.

Xie, D., Zou, H., & Davoodi, H. (1999). Fiscal decentralization and economic growth in the United States. *Journal of Urban Economics* 45(2), 228-239.

Zeitlin J. (1985), Les voies multiples d'industrialisation en Europe, *Le Mouvement Social*, n° 133.